



COMMUNIQUE

Nous, organisations syndicales FNEC-FP-FO, SUD Education, CGT Educ'action et CNT – STE de la Somme avons pris connaissance du projet de réforme Macron-Delevoye sur les retraites qui vise à supprimer les 42 régimes spéciaux et le code des pensions civiles et militaires pour instaurer un régime de retraite dit « universel » par points.

Un tel système ferait disparaître le calcul de la pension qui est de 75% du traitement mensuel des six derniers mois de la carrière contre un calcul intégrant l'ensemble de la carrière ce qui diminuerait mécaniquement le niveau des pensions de tous les fonctionnaires. Quelques exemples :

- 40% de pertes pour les enseignants : 891 € mensuel de pension en moins pour les certifiés, plus de 1000 € mensuel de pension en moins pour les professeurs des écoles.
- Entre 20% et 30% de pertes pour les personnels administratifs et les personnels des centres de recherche (statut CNRS et équivalent) : 558€ par mois en moins pour les techniciens.
- Des pertes encore plus importantes pour les personnels disposant d'un contrat précaire

De plus, la valeur du point serait révisable chaque année, par le gouvernement, en fonction des contraintes budgétaires et financières : nous n'aurions plus aucune garantie sur le montant de notre pension.

La réforme ne fera qu'aggraver, dans des métiers très féminisés, les inégalités entre hommes et femmes du fait des carrières morcelées pour de nombreuses femmes (congés maternités, temps partiels subis, etc...) et de la suppression de certains droits dus à la naissance et à l'éducation des enfants.

Nous, organisations syndicales FNEC-FP-FO, SUD Education, CGT Educ'action et CNT – STE de la Somme, exigeons le retrait du rapport Macron-Delevoye, pour le public comme pour le privé, le maintien des 42 régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires.

De plus, nous tenons à rappeler notre opposition à la loi Blanquer, à la réforme du bac et du lycée, à la réforme de la voie professionnelle, PARCOURSUP, loi ORE et à la loi de transformation de la fonction publique qui aggravent encore nos conditions de travail et détruisent nos statuts.

Nous avons pris connaissance de l'appel à la grève illimitée à partir du 5 décembre 2019 par la RATP et les transports, appel soutenu par plusieurs Syndicats Nationaux et Unions Départementales.

C'est en y allant tous ensemble, par la grève jusqu'au retrait du plan Macron-Delevoye, que nous pourrons faire reculer le gouvernement !

Nous appelons à la grève à compter du 5 décembre, des protestations dans des journées d'actions isolées ne suffiront pas. Préparons la grève avec nos collègues, en appelant à des heures d'information syndicale, des assemblées générales, en vue de la reconduire au soir du 5 décembre, jusqu'à ce que le plan Macron-Delevoye soit retiré !

**Retrait du projet Macron/Delevoye !
Maintien des régimes spéciaux et du code des pensions civiles et militaires !
Abandon de la loi de transformation de la Fonction Publique !**

GREVE A COMPTER DU 05 DECEMBRE !

ASSEMBLEE GENERALE PARTOUT !